

## EXCLUSION ET SOLIDARITÉ DANS LES RESEAUX ALIMENTAIRES ALTERNATIFS A MEXICO

Ayari G. Pasquier Merino<sup>1</sup>

Point-clés de la contribution :

- Il existe un nombre croissant de d'initiatives cherchent à promouvoir des stratégies de production, de distribution et de consommation alimentaires plus durables.
- Les stratégies promues par la société civile sont devenues des espaces importants d'innovation sociale, cependant, elles rencontrent souvent des difficultés pour atteindre leurs objectifs et leur portée est limitée.
- Ces initiatives sont souvent exclusives, tant pour les producteurs que pour les consommateurs.
- Certaines initiatives alternatives mettent en œuvre des stratégies pour être plus inclusives, mais rencontrent des difficultés à étendre leur impact social en l'absence de politiques favorables.

### 1) Éléments de contexte

Au cours des deux dernières décennies, les défis auxquels sont confrontés les systèmes alimentaires contemporains sont devenus de plus en plus évidents, tant en termes d'équité sociale et de santé publique qu'en termes environnementaux. Cela a conduit à la promotion de multiples stratégies visant à transformer les pratiques de production, de distribution et de consommation alimentaires, y compris la gestion des déchets, dans le but d'évoluer vers des régimes alimentaires plus durables. Cependant, dans un contexte où 39% de la population mondiale n'a pas accès à une alimentation saine et 10% ne peuvent même pas couvrir leurs besoins caloriques (FAO, 2021), l'accès à une nourriture issue de régimes durables apparaît, dans de nombreux cas, comme un luxe accessible aux très peu. Cette recherche vise à étudier les défis et les propositions pour promouvoir la durabilité alimentaire dans des contextes de précarité, sur la base d'une étude réalisée à Mexico.

---

<sup>1</sup> Programa de Investigación Ciudades, Gestión, Territorio y Medio Ambiente. Centro de Investigaciones Interdisciplinarias en Ciencias y Humanidades. Universidad Nacional Autónoma de México.

Mexico compte actuellement un peu plus de 9 millions d'habitants –bien qu'elle fasse partie d'une zone urbaine d'environ 22 millions–. C'est le centre économique et politique du pays et ses indicateurs de développement humain sont supérieurs à la moyenne nationale, mais elle abrite des inégalités croissantes. Selon les données officielles, 10 % de la population contrôle 60 % des revenus générés (CONEVAL, 2018), tandis que 32,6 % vivent dans la pauvreté et 11,2 % supplémentaires sont identifiés comme vulnérables en raison de leurs faibles revenus (CONEVAL, 2020).

Ces pourcentages reflètent une vie quotidienne marquée par la précarité de l'emploi, l'augmentation continue du prix des aliments, la marginalisation spatiale et la mauvaise qualité des transports, conditions qui affectent les possibilités de mener une alimentation saine pour une grande partie des familles à faible revenu. Cette situation affecte une plus grande proportion des familles officiellement identifiées comme « pauvres », comme en témoigne l'Échelle Mexicaine de Sécurité Alimentaire, qui identifie 60 % de la population de la ville en insécurité alimentaire (ENSANUT, 2020). Il convient de noter que dans la ville, 70% de la population est en surpoids ou obèse, 2,2 millions ont un diagnostic de diabète et près d'1 million un diagnostic d'hypertension, des conditions souvent liées à la précarité alimentaire. L'attention des politiques publiques mises en œuvre jusqu'à présent pour résoudre les problèmes liés à l'alimentation a été fragmentée et partielle, favorisant les subventions à la consommation pour les personnes en situation d'extrême pauvreté et les soins médicaux pour les problèmes de santé.

Récemment, divers acteurs de la société civile, du milieu universitaire et du gouvernement local ont promu des initiatives de production alimentaire agroécologique dans ce que l'on appelle les "terres de conservation", une zone qui a acquis ce statut dans les années 1970 dans le cadre des efforts du gouvernement pour freiner la croissance urbaine et préserver les services écosystémiques générés par les zones du sud de la ville. Actuellement, cette zone couvre 88 442 hectares, qui représente 59 % du territoire de Mexico (PAOT, 2002). Cette zone est couverte de forêts, de prairies, d'affleurements rocheux et de zones humides, ainsi que de paysages historiquement transformés par les activités agricoles, comme le système « chinampa » dans la région du lac et les terrasses agricoles sur les contreforts des montagnes. 70% de cette surface est propriété sociale. Les politiques mises en œuvre dans ce domaine ont pour priorité la préservation de l'environnement, mais comme il s'agit de territoires habités par des peuples autochtones, elles ont nécessairement dû intégrer des perspectives agricoles.

Actuellement un tiers des terres de conservation a un usage agricole, il n'y a pas de données sur la proportion de ce territoire sous gestion agroécologique, mais il y a actuellement une intention et un travail quotidien de plusieurs secteurs pour freiner la croissance urbaine dans les zones agricoles et avancer vers une gestion plus durable dans ces domaines. Dans ce cadre, les circuits courts de commercialisation ont été identifiés comme un mécanisme permettant de préserver l'usage des terres agricoles, d'encourager l'adoption de pratiques de production agroécologiques et d'améliorer les revenus des petits producteurs. Les projets de distribution promus visent généralement à répondre à la demande croissante d'aliments biologiques et locaux dans certains secteurs de la ville, mais ils pourraient aussi contribuer à l'attention de la précarité alimentaire de la ville. Les politiques publiques se

sont concentrées jusqu'à maintenant sur la partie productive et font face à diverses limites, par contre, certains producteurs sont en train de faire des efforts considérables pour adopter de technologies agroécologiques, tandis que, parallèlement, des groupes de citoyens cherchent à faciliter la distribution. Ces initiatives, qui s'identifient comme des "Réseaux Alimentaires Alternatifs" (RAA), se sont multipliées ces dernières années et ont acquis une certaine visibilité pour le gouvernement local, leur impact est sans doute très limité dans le contexte de la ville, mais elles représentent une valeur des espaces de réflexion, d'échange et d'innovation sociale.

## 2) Description de la question de recherche

Les RAA représentent peut-être quelques-uns des exemples les plus concrets de ce que l'on pourrait considérer comme des « initiatives de durabilité alimentaire » (Chiffolleau & Dourian, 2020 ; Paciarotti et al. 2022), cependant, ils se heurtent à diverses limites et contradictions (Melo & Hollander, 2013 ; Pratley & Dodson, 2014 ; Galt et al., 2016 ; Goszczyński & Śpiewakb, 2022). Cette recherche vise à investiguer les dynamiques qui peuvent conduire à la reproduction des inégalités au sein du RAA dans le contexte de Mexico et à documenter les stratégies mises en œuvre par certaines de ces initiatives pour être plus inclusives.

## 3) Méthodologie

Les résultats discutés dans ce texte ont été générés dans le cadre d'un projet de recherche-action plus large, développé au cours des 2 dernières années par une équipe multidisciplinaire de chercheurs et d'étudiants. Les objectifs de ce projet comprenaient la documentation des initiatives de production et de distribution alimentaires qui contribuent à la durabilité alimentaire de Mexico et l'identification et le développement d'actions de liaison et de formation pouvant contribuer à sa consolidation. Ce projet fait partie, à son tour, d'une initiative qui cherche à promouvoir la durabilité alimentaire basée sur le lien entre les campus universitaires et autres acteurs de la ville. Il convient de noter que, contrairement à d'autres projets sur ce sujet, on intègre l'équité sociale parmi les axes centraux en termes analytiques et dans la conception des activités et des matériaux générés au long du projet.

Dans le cadre de la recherche, des visites de terrain et des entretiens semi-structurés ont été réalisés dans 60 unités de production situées dans la zone de conservation des terres de la ville de Mexico. Divers groupes de discussion et autres initiatives ont également été développés en collaboration avec 25 RAA opérant à Mexico.

## 4) Résultats

Les RAA se sont considérablement multipliés au cours des 20 dernières années, d'abord en Europe de l'Ouest, aux États-Unis et au Canada, et plus récemment en Europe de l'Est et dans certains pays d'Asie et d'Amérique Latine. Les premiers RAA au Mexique sont apparus

à la fin des années 1990, on estime actuellement qu'il y en a environ 150 dans le pays, dont environ 60 sont situés à Mexico. Ces initiatives fonctionnent par le biais de divers stratégies, notamment : marchés et magasins de producteurs, coopératives, listes de distribution, groupes de consommateurs, ainsi que des accords agricoles de responsabilité partagée. Parmi celles-ci, des divergences peuvent être observées quant au degré d'articulation avec le marché et aux enjeux prioritaires dans sa gestion. Certaines sont des initiatives qui répondent clairement à la demande d'aliments biologiques et locaux de secteurs spécifiques économiquement privilégiés de la ville, incorporant à cette fin les producteurs qui ont les caractéristiques pour répondre à cette demande. Ces initiatives s'articulent généralement autour de l'idée de générer des revenus pour les petits producteurs soucieux de l'environnement et ne remettant pas en cause les inégalités sociales. Il y a aussi des initiatives plus politisées, elles sont également orientées vers l'ouverture d'espaces de distribution pour les petits producteurs engagés dans des processus de transition vers l'agroécologie, mais elles intègrent parmi leurs activités des stratégies de partage d'expériences, de renforcement des relations entre producteurs et consommateurs et de génération de liens entre les différents RAA. La priorité de ces groupes est de générer des stratégies alternatives à ce qu'ils appellent les systèmes alimentaires « conventionnels ». Parmi ceux-ci, il y a une forte remise en question de l'iniquité dans la répartition des bénéfices générés tout au long des chaînes d'approvisionnement alimentaire, mais ils n'envisagent pas les inégalités internes ou l'exclusion de la consommation parmi leurs priorités. La plupart sont quelque part entre ces deux. A continuation son présenté quelques-unes des réflexions générées au long du projet sur le fonctionnement des inégalités dans le RAA de Mexico et sur les actions de solidarité promues par ces initiatives.

#### 4.1 Inégalité dans le RAA

Trois types d'acteurs se distinguent généralement par leur participation au RAA : les producteurs, les gestionnaires et les consommateurs, bien qu'un même sujet puisse occuper différentes fonctions. A noter que les gestionnaires ne sont pas un "type d'acteur" différencié dans tous les RAA, il est possible que leur rôle soit particulièrement important dans des contextes de fortes inégalités socio-économiques entre producteurs et consommateurs, mais le développement de cette thématique dépasse le cadre de ce texte.

- *Conditions d'adhésion pour les producteurs*

Les « producteurs » sont chargés de l'approvisionnement alimentaire des RAA, bien qu'ils ne soient pas toujours en charge de la production alimentaire. Souvent, ils sont membres des unités de production ou membres du noyau familial. Il y a aussi ceux qui proposent au RAA des produits qu'ils transforment à partir de matières premières acquises, ou encore ceux qui collectent et revendent des produits (frais et/ou transformés).

La possibilité de vendre à travers une RAA implique la mobilisation d'une série de ressources sociales, économiques et culturelles qui ne sont pas à la disposition de tous, au-delà du profil de "petit producteur" et des progrès qu'ils peuvent avoir dans l'incorporation d'une

gestion agroécologique –qui sont en général les règles formelles plus importantes–. Les producteurs disposant de moins de ressources dirigent leur production vers les marchés locaux, avec une participation à des foires sporadique. Dans ces cas, la gestion agroécologique répond avant tout à une conviction personnelle, guidée par leur inquiétude quant aux effets possibles de l'utilisation de produits agrochimiques sur leur santé. Ceux-ci connaissent souvent des RAA et ont même participé à des activités qu'ils organisent, mais ils ne considèrent pas leur incorporation viable, tant en termes économiques qu'en termes de temps investi. Pour les producteurs intéressés à rejoindre un RAA, il existe une série d'exigences, définies par l'équipe gestionnaire. Certains RAA de la ville ont des « listes d'attente » de plus de 200 places. Les critères de sélection sont variables, privilégient souvent la rentabilité du RAA et ne sont pas toujours entièrement transparents. Elles incluent parfois la collecte de quotas et ne représentent pas dans tous les cas une option commerciale rentable pour les producteurs. Un autre obstacle à la participation au RAA est le transport des marchandises.

- *Relations entre les acteurs impliqués dans l'opération*

Il existe des différences substantielles entre les producteurs, les gestionnaires et les consommateurs, à la fois en termes socio-économiques et en raison de l'importance des échanges économiques des RAA dans leurs moyens de subsistance.

Parmi les producteurs, il existe une certaine diversité socio-économique. Beaucoup d'entre eux font partie d'un secteur historiquement marginalisé, même s'ils ont un certain accès au foncier et ont bénéficié d'une certaine mobilité sociale du fait de l'intégration de certains membres du ménage dans le secteur tertiaire. Il y a aussi certains producteurs que l'on peut qualifier de néo-ruraux et ceux dédiés à la transformation, qui appartiennent souvent aux classes moyennes. Les gestionnaires et les consommateurs sont majoritairement de classe moyenn, ont des études universitaires et des liens dans d'autres espaces avec des enjeux sociaux et environnementaux. Il est à noter qu'au fur et à mesure que ce phénomène prend de l'ampleur, certains RAA ont exploré d'autres quartiers de la ville, réussissant à impliquer d'autres profils de consommateurs, par exemple des retraités intéressés par améliorer la qualité de leur alimentation.

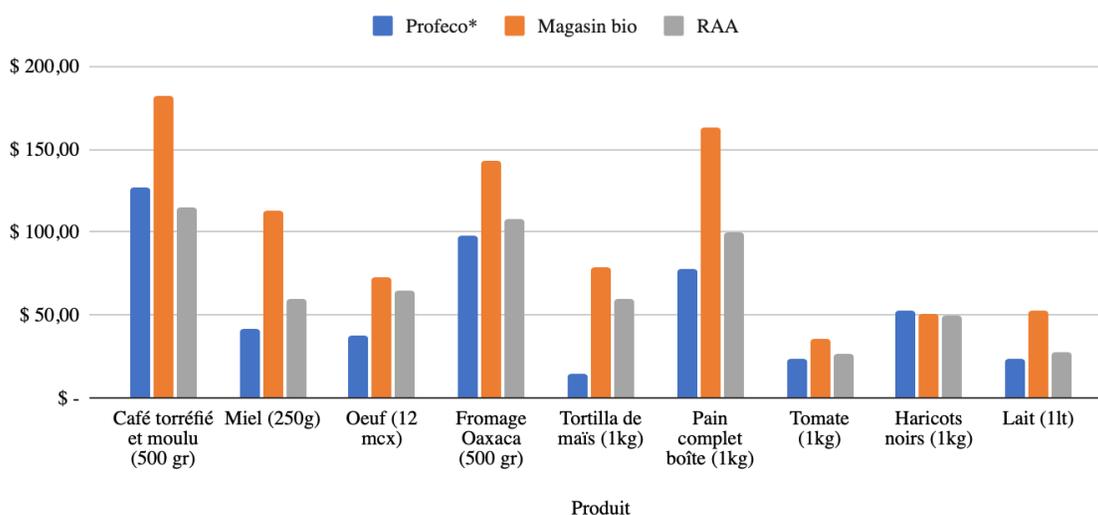
En ce qui concerne le degré de dépendance et le type d'intérêts liés à la participation au RAA, il convient de noter que, bien que les unités de production périurbaines se distinguent par leur multifonctionnalité et, en général, les producteurs ont des sources de revenus différentes, les profits générés par la vente de ses produits occupent une place importante dans leurs moyens de subsistance. Pour les consommateurs, en revanche, il s'agit d'une pratique de consommation généralement complémentaire avec une signification avant tout morale et/ou identitaire. Alors que les gérants sont généralement des bénévoles qui reçoivent de petites rémunérations en espèces ou en nature, dont la participation dépend avant tout d'un intérêt personnel à promouvoir des alternatives considérées comme socialement plus justes et plus écologiquement durables.

Les deux situations se traduisent par des relations hiérarchiques pertinentes dans la gouvernance des RAA, où les gestionnaires concentrent la prise de décision en fonction de leur perception des attentes des consommateurs et de la viabilité de la gestion quotidienne.

- *Conditions d'accès pour les consommateurs*

Il existe une idée bien ancrée selon laquelle les produits distribués dans le RAA sont beaucoup plus chers que ceux des marchés conventionnels. C'est en partie vrai, surtout compte tenu de la qualité des produits. En général, les prix des RAA sont un peu plus élevés que le prix moyen du marché, mais considérablement inférieurs à ceux des magasins de produits certifiés biologiques, souvent importés, qui existent dans la ville depuis un peu plus de deux décennies. S'il est vrai que certaines initiatives favorisent les espaces où les consommateurs peuvent payer une prime pour la qualité, le type de gestion et d'autres facteurs, un équilibre est souvent recherché entre l'obtention d'un revenu équitable pour les producteurs et l'accessibilité des aliments. Cet équilibre n'est pas facile, car il existe des différences en termes de qualité des produits, d'échelle de production et de conditions de travail des personnes impliquées dans la production, la transformation et la distribution des produits. Même ainsi, dans de nombreux RAA, les produits proposés ne sont pas beaucoup plus élevés que dans les marchés publics ou les supermarchés, ce qui leur permet d'atteindre d'autres secteurs de la population.

Comparaison des prix entre les modèles de distribution



\* Procureur Fédéral de la Consommation

\*\* Le prix RAA compte les prix les plus bas trouvés dans différentes listes de distribution publiées sur le web.

Ce graphique est indicatif, car il ne prend pas en compte la qualité des produits proposés et d'autres facteurs inclus dans la définition du prix, comme l'origine des dispositifs de commerce équitable, mais il permet de montrer que l'argument de la différence de prix varie selon aux produits et parfois il n'est pas substantiel.

D'autre part, il est important de considérer que les inégalités économiques coexistent avec les inégalités dans d'autres domaines. La plupart de ces initiatives sont situées dans la zone résidentielle au sud de Mexico, dans des quartiers de classe moyenne, dont certains connaissent de forts processus de gentrification. Dans ces cas, les magasins et les marchés de producteurs sont devenus un élément emblématique de la nouvelle image de ces zones. En ce sens, il convient de noter les représentations culturelles qui se sont générées autour de ces espaces, associées à un secteur socioculturel « alternatif », auquel de nombreux autres groupes ne s'identifient pas, que ce soit par la classe, l'origine ethnique ou l'identité. Il faut aussi noter que consommer dans ce type d'initiative représente un investissement de temps qui n'est pas à la portée de tout le monde, surtout dans une grande ville comme Mexico, tant pour le temps passé à faire ses courses et/ou à faire et récupérer des commandes dans des lieux et heures précis, quant au temps consacré à la préparation des produits achetés. Il est également important de noter que dans le RAA au profil plus commercial, où les producteurs se spécialisent dans des produits à forte demande, on observe parfois qu'ils s'excluent de leur consommation, privilégiant les ventes pour obtenir des ressources qui seront ensuite utilisées pour acheter des aliments sur le marché « conventionnel ».

#### 4.2 Actions de solidarité

En discutant de ces questions dans le cadre des rencontres organisées avec les acteurs liés au RAA, principalement les gestionnaires et les producteurs, il est en évidence que en tant que petites initiatives alternatives promues par la société civile, et souvent par des acteurs vulnérables et historiquement marginalisés, elles se heurtent à des limites évidentes dans l'évolution des systèmes alimentaires. Néanmoins, tout au long du projet, diverses actions de solidarité mises en œuvre par le RAA ont été documentées, montrant leurs efforts et l'importance de la construction des liens entre des acteurs engagés pour générer des alternatives alimentaires saines et « respectueuses des hommes et des territoires »

Certaines des initiatives de solidarité documentées sont décrites ci-dessous.

- Actions éventuelles : tombolas solidaires, fonds d'épargne pour un soutien exceptionnel aux adhérents en difficulté financière ou en cas de pertes importantes de récoltes ou d'infrastructures liées à des sécheresses, inondations, tremblements de terre, feux de forêt, etc.
- Appui à la gestion : don et échange de semences, organisation de travaux collectifs d'accompagnement des producteurs, organisation d'espaces d'échanges sur des thématiques précises.
- Fonds de crédit solidaire.
- Accès à la nourriture : allouer une partie de la nourriture aux espaces populaires à prix plus bas, rendre facultative la surtaxe alimentaire pour soutenir les activités de l'initiative, troc entre producteurs, prix différenciés pour les consommateurs

fréquents, faire des présentations plus petites de leurs produits afin que les consommateurs peut se le permettre, « tanda ».

- Ateliers et activités culturelles offerts par des producteurs, des gestionnaires et des consommateurs.

Ce travail s'inscrit dans une série d'initiatives en cours organisées afin de problématiser certaines formes d'exclusion dans le RAA, rendre visible les "actions de solidarité" menées et favoriser leur développement à travers le lien avec les institutions gouvernementales locales, les universités et d'autres secteurs.

## Références

Chiffolleau, Y. & Dourian, T. 2020. "Sustainable Food Supply Chains: Is Shortening the Answer? A Literature Review for a Research and Innovation Agenda, *Sustainability*, 12(23).

CONEVAL, 2018. Medición de la pobreza en la Ciudad de México.

CONEVAL, 2020. Anexo estadístico por entidades 2016-2020.

ENSANUT, 2020. Encuesta Nacional de Salud y Nutrición. México.

FAO, 2022. El estado de la seguridad alimentaria y la nutrición en el mundo 2021.

Galt, R.E., Bradley, K., Christensen L., Van Soelen Kim, J., Lobo, R. 2016. "Eroding the Community in Community Supported Agriculture (CSA): Competition's Effects in Alternative Food Networks in California", *Sociologia Ruralis*, 56(4), 491-512.

Goszczyński, W., Śpiewakb, R. 2022. "Towards a new model of food systems, based on examples from polish alternative food networks", *Sociologický ústav*, 207(1).

Melo, C., Hollander, G. 2013. "Unsustainable development: Alternative food networks and the Ecuadorian Federation of Cocoa Producers, 1995-2010", *Journal of Rural Studies*, 32.

PAOT, 2002. Regulación del suelo de conservación del distrito federal y acciones para sancionar obras o actividades ilícitas. Procuraduría ambiental y del ordenamiento territorial del D.F.

Pratley, E.M., Dodson, G. 2014. "The spaces for farmers in the city: A case study comparison of Direct Selling Alternative Food Networks in Toronto, Canada and Belo Horizonte, Brazil", *Canadian food Studies*, 1(1).